

PacifiCan

2022-2023

États financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023



Pacific Economic
Development Canada

Développement économique
Canada pour le Pacifique

Canada^{🇨🇦}



Développement économique Canada pour le Pacifique

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne des rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des conventions comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de PacifiCan. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de PacifiCan concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de PacifiCan soient au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés connexes, et à apporter les ajustements nécessaires.

PacifiCan fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits pour adhérer à la Politique sur la gestion financière du Conseil du Trésor.

Dans l'intervalle, PacifiCan a entrepris une évaluation fondée sur les risques du système de CIRF pour l'exercice terminé le 31 mars 2023, conformément à la Politique sur la gestion financière du Conseil du Trésor, et les résultats sont résumés dans l'annexe.

Les états financiers de PacifiCan n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Dylan Jones, président
Vancouver, Canada
September 13, 2023

Luke, Mona

Digitally signed by: Luke, Mona
DN: CN = Luke, Mona C = CA O = GC OU = WD-
DEO
Date: 2023.09.11 11:45:43 -07'00'

Mona Luke, dirigeante principale des finances

Date

Date



Développement économique Canada pour le Pacifique

État de la situation financière (*non audité*)

au 31 mars

(en dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Passifs		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 4)	84 583 084 \$	76 235 532 \$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	961 203	746 364
Avantages sociaux futurs (note 5)	347 705	180 757
Total du passif brut	85 891 992	77 162 653
Total du passif net	85 891 992	77 162 653
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	83 989 379	76 113 713
Comptes débiteurs et avances (note 6)	700 828	121 819
Prêts (note 7)	50 814 940	32 665 794
Total des actifs financiers bruts	135 505 147	108 901 326
Actifs financiers détenus au nom du gouvernement		
Prêts (note 7)	(50 814 940)	(32 665 794)
Total des actifs financiers détenus au nom du gouvernement	(50 814 940)	(32 665 794)
Total des actifs financiers nets	84 690 207	76 235 532
Dette nette du Ministère	1 201 785	927 121
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	3 825	7 134
Total des actifs non financiers	3 825	7 134
Situation financière nette du Ministère	(1 197 960) \$	(919 987) \$
Obligations contractuelles (note 8)		

Obligations contractuelles (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Dylan Jones, président
Vancouver, Canada

September 13, 2023

Date

Luke, Mona

Digitally signed by: Luke, Mona
DN: CN = Luke, Mona C = CA O = GC OU = WD-
DEO
Date: 2023.09.11 11:45:55 -07'00'

Mona Luke, dirigeante principale des finances

Date



Développement économique Canada pour le Pacifique

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2023	2023	2022
	Résultats prévus		
Dépenses			
Initiatives communautaires	42 267 512 \$	96 175 830 \$	62 442 204 \$
Croissance des entreprises	76 156 043	37 662 751	29 379 833
Innovation	20 741 324	22 732 603	23 006 712
Services aux entreprises	82 563 746	17 379 651	9 769 918
Services internes	7 243 182	7 791 468	4 234 245
Dépenses engagées au nom du gouvernement	3 173 475	(9 679 542)	(24 662 292)
Total des dépenses	232 145 282	172 062 761	104 170 620
Revenus			
Amortissement de l'escompte	1 750 513	113 525	0
Intérêt	562	60,767	1,480
Autre	178	753	0
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(1 751 198)	(175 045)	(1 480)
Total des revenus	55	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	232 145 227	172 062 761	104 170 620
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada		161 718 666	26 010 705
Variation du montant à recevoir du Trésor		7 875 666	76 113 713
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 9)		2 182 355	1 125 279
Transfert d'actifs et de passifs provenant d'autres ministères (note 10)		8 101	936
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		277 973	919 987
Situation financière nette du Ministère – début de l'exercice		(919 987)	0
Situation financière nette du Ministère – fin de l'exercice		(1 197 960) \$	(919 987) \$

Information sectorielle (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Développement économique Canada pour le Pacifique

État de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	277 973 \$	919 987 \$
Variation due aux charges payées d'avance	(3 309)	7 134
Augmentation nette (diminution) de la dette nette ministérielle	<u>274 664</u>	<u>927 121</u>
Dette nette ministérielle – début de l'exercice	927 121	0
Dette nette du Ministère – fin de l'exercice	<u>1 201 785 \$</u>	<u>927 121 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Développement économique Canada pour le Pacifique

État des flux de trésorerie (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	172 062 761 \$	104 170 620 \$
Élément sans effet sur la trésorerie		
Services fournis gratuitement		
par d'autres ministères (note 9)	(2 182 355)	(1 125 279)
Écarts dans l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des comptes débiteurs et des avances	579 009	121 819
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(3 309)	7 134
Diminution (augmentation) des comptes créditeurs et charges à payer	(8 347 552)	(76 235 532)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et des congés compensatoires	(214 839)	(746 364)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs des employés	(166 948)	(180 757)
Transfert d'actifs d'autres ministères (note 10)	(8 101)	(936)
Trésorerie utilisée dans les activités de fonctionnement	<u>161 718 666</u>	<u>26 010 705</u>
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	<u>161 718 666 \$</u>	<u>26 010 705 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Pouvoirs et objectifs

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été fondé en 1987 afin de promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien, et de faire valoir les intérêts de l'Ouest dans l'établissement et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets économiques nationaux. Le 6 août 2021, le gouvernement du Canada a lancé Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan), en tant que nouvelle agence fédérale de développement économique régional pour la Colombie-Britannique, et Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan), en tant que nouvelle agence de développement économique régional pour les entreprises et les collectivités de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Le ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada est également ministre du Développement international.

Le mandat de PacifiCan, tiré de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien*, consiste à soutenir et à diversifier l'économie de l'Ouest canadien. Ce vaste mandat permet à PacifiCan de mettre en place toute une gamme d'initiatives en Colombie-Britannique et d'effectuer des investissements stratégiques pour tirer profit d'avantages régionaux compétitifs et favoriser la croissance de l'économie en Colombie-Britannique. PacifiCan contribue également au Plan pour l'innovation et les compétences, du gouvernement du Canada, à d'autres priorités pangouvernementales et aux engagements énoncés dans les lettres de mandat des ministres.

Actuellement, PacifiCan a des bureaux à Vancouver (Colombie-Britannique) et établira une administration centrale à Surrey. De nouveaux points de service ont été ouverts à Victoria, à Kelowna, à Prince George, à Cranbrook, à Fort St. John, à Prince Rupert et à Campbell River, ainsi qu'un bureau de liaison à Ottawa. Ainsi, l'agence peut établir de solides partenariats avec les organisations économiques et communautaires, les établissements de recherche et d'enseignement universitaire, les peuples autochtones ainsi que les provinces et les municipalités. Ces relations aident PacifiCan à refléter les perspectives de la Colombie-Britannique dans le cadre de la prise de décisions à l'échelle nationale.

PacifiCan encourage la croissance et la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique en favorisant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en encourageant l'adoption de technologies propres et en favorisant une croissance inclusive.

Les programmes suivants contribuent à l'atteinte du résultat stratégique de PacifiCan :

- **Innovation** : Les entreprises de la Colombie-Britannique sont novatrices.
- **Croissance des entreprises** : Les entreprises de la Colombie-Britannique sont compétitives et exportent leurs produits/services.
- **Services aux entreprises** : Les entreprises de la Colombie-Britannique ont accès à des services de consultation et à du capital.
- **Initiatives communautaires** : Les collectivités de la Colombie-Britannique disposent des infrastructures publiques et des programmes d'aide au redressement nécessaire pour stimuler la croissance économique.
- **Services internes** : Un soutien efficace et performant favorise l'obtention du résultat stratégique de l'agence.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers sont préparés conformément aux conventions comptables du Ministère énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires

PacifiCan est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à PacifiCan ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'état des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2022-2023. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'état de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2022-2023.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

PacifiCan fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par PacifiCan est déposée dans le Trésor, et toutes les sorties de fonds faites par PacifiCan sont prélevées du Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères du gouvernement.

c) Montants du Trésor à recevoir ou à verser

Les montants du Trésor à recevoir ou à verser découlent d'un écart temporaire en fin d'exercice entre le moment où une transaction touche les autorisations du Ministère et le moment où elle passe par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que PacifiCan a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.



d) Revenus

Les revenus sont constatés pendant la période au cours de laquelle survient l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus qui ne peuvent être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de PacifiCan. Bien que l'on s'attende à ce que l'administrateur général maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

e) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits aux termes de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des employés sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

f) Avantages sociaux futurs

- I. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (*Loi sur la pension de la fonction publique*), un régime de retraite multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de PacifiCan au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Agence découlant du régime. La responsabilité de PacifiCan relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, à titre de garant du Régime.
- II. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés admissibles. L'obligation restante pour les employés qui n'ont tiré aucune indemnité est calculée à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Débiteurs et prêts

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût et, si nécessaire, sont ajustés pour refléter leurs conditions avantageuses. Les conditions avantageuses comprennent les cas où les prêts sont consentis à long terme, à faible taux d'intérêt ou sans intérêts. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans condition sont comptabilisés comme des prêts. Si nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.



h) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant la provision pour garanties, sont une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle si un ou plusieurs événements futurs se concrétisaient. Si l'événement futur est susceptible de se concrétiser ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

En ce qui concerne les garanties, une provision est comptabilisée lorsqu'il est déterminé qu'une perte est probable, et le montant de la provision est estimé en tenant compte de la nature de la garantie, de l'historique des pertes et des conditions actuelles. La provision est révisée de façon continue, et les variations dans le montant de la provision sont passées en charges au cours de l'exercice où elles sont connues.

i) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels si un ou plusieurs événements futurs se concrétisaient. Si l'événement futur est susceptible de se concrétiser ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

j) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances ainsi que l'expérience historique et la conjoncture économique générale, et rendent compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie utile d'immobilisations corporelles et l'escompte non amorti lié aux contributions à remboursement non conditionnel. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

k) Opérations entre entités apparentées

Les opérations entre entités apparentées, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

PacifiCan reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de PacifiCan pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	2023	2022
	(en dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	172 062 761 \$	104 170 620 \$
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net mais pas sur les autorisations :		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(2 182 355)	(1 125 279)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et des congés compensatoires	(214 839)	(746 364)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs des employés	(166 948)	(180 757)
Diminution (augmentation) des charges à payer non imputées aux autorisations	1 736 031	0
Remboursement des dépenses de l'exercice précédent	2 296 014	44 534
Autre	(135 486)	3
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais pas sur les autorisations	1 332 417	(2 007 863)
Ajustements pour les éléments n'ayant aucune incidence sur le coût de fonctionnement net mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	48 584 981	66 541 585
Augmentation des comptes débiteurs – parties externes	105 559	0
Augmentation des avances aux employés	638	1 444
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(3 309)	0
Total des éléments n'ayant aucune incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	48 687 869	66 543 029
Autorisations de l'exercice en cours utilisés	<u>222 083 047 \$</u>	<u>168 705 786 \$</u>



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

b) Autorisations fournies et utilisées

	2023	2022
	(en dollars)	
Autorisations fournies		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	29 568 144 \$	23 685 762 \$
Crédit 5 – Paiements de transfert	330 893 750	245 356 623
Montants législatifs	2 205 811	1 201 390
Moins :		
Inutilisés : Fonds de fonctionnement	(4 430 924)	(12 918 543)
Inutilisés : Paiements de transfert	(136 153 734)	(88 619 446)
Autorisations de l'exercice en cours utilisés	222 083 047 \$	168 705 786 \$

4. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de PacifiCan :

	2023	2022
	(en dollars)	
Comptes crédoiteurs – Autres ministères et organismes gouvernementaux	283 756 \$	727 072 \$
Comptes crédoiteurs – parties externes	83 037 023	75 238 618
Total des comptes crédoiteurs	83 320 779	75 965 690
Charges à payer	1 262 305	269 842
Total des comptes crédoiteurs et charges à payer	84 583 084 \$	76 235 532 \$



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de PacifiCan participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services ouvrant droit à une pension multipliée par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Les employés ainsi que PacifiCan versent des cotisations couvrant le coût du Régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres inscrits au Régime en date du 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont adhéré au Régime à partir du 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2022-2023 s'élève à 1 439 370 \$ (811 659 \$ en 2021-2022). Pour les cotisants du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois (1,01 fois en 2021-2022) les cotisations des employés et, pour les cotisants du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2021-2022) les cotisations des employés.

La responsabilité de PacifiCan relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, à titre de garant du Régime.

b) Indemnités de départ

Les indemnités de départ accordées aux employés de PacifiCan étaient basées sur l'admissibilité de l'employé, les années de service et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a progressivement cessé pour la quasi-totalité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2018, pratiquement tous les paiements avaient été effectués. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et, par conséquent, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans les obligations durant l'année sont les suivants :



	2023	2022
	(en dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées – Début de l'exercice	180 757 \$	0 \$
Dépenses pour l'année	262 754	199 547
Prestations versées au cours de l'année	(95 806)	(18 790)
Obligation au titre des prestations constituées – Fin de l'exercice	<u>347 705 \$</u>	<u>180 757 \$</u>



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

6. Débiteurs et avances

Le tableau ci-dessous présente les détails des débiteurs et des soldes des avances de PacifiCan :

	2023	2022
	(en dollars)	
Comptes débiteurs – Autres ministères et organismes gouvernementaux	598 339 \$	119 459 \$
Comptes débiteurs – Parties externes	107 123	0
Avances aux employés	(4 634)	2 360
Sous-total	700 828	121 819
Comptes débiteurs bruts	700 828	121 819
Comptes débiteurs détenus au nom du gouvernement	0	0
Comptes débiteurs nets	700 828 \$	121 819 \$

Des avances aux employés totalisant 8 101 \$ ont été transférées d'autres ministères à PacifiCan durant l'exercice 2022-2023 (936 \$ en 2021-2022). Consulter la note 10 pour obtenir de plus amples détails.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

7. Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts et des contributions remboursables sans condition de PacifiCan :

	2023	2022
	(en dollars)	
Prêts		
Contributions remboursables sans condition	84 461 458 \$	57 329 441 \$
Intérêts courus – paiements de transfert à remboursement sans condition	49 214	93
Moins : escompte non amorti	<u>(2 680 064)</u>	<u>(2 238 912)</u>
Sous-total	81 830 608	55 090 622
Paiements de transfert recouvrables	<u>540 220</u>	<u>0</u>
Sous-total	82 370 828	55 090 622
Moins : provision pour irrécouvrabilité	(31 555 888)	(22 424 828)
Prêts bruts	50 814 940	32 665 794
Prêts détenus au nom du gouvernement	(50 814 940)	(32 665 794)
Prêts nets	<u>0 \$</u>	<u>0 \$</u>

Contributions remboursables sans condition

Les contributions remboursables sans condition correspondent à 144 prêts non productifs d'intérêt émis entre les années 2022 et 2023, et comportant des modalités de remboursement prescrites. Les prêts sont consignés à leur valeur actualisée nette tenant compte du taux d'intérêt du marché au moment de l'octroi du prêt. Une provision de 31 189 414 \$ (22 424 828 \$ en 2021-2022) a été constatée.

En ce qui concerne l'intérêt facturé sur les paiements de transfert à remboursement non conditionnel, une provision de 26 754 \$ (0 \$ en 2021-2022) a été constatée.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de PacifiCan peuvent donner lieu à des obligations et à des contrats pluriannuels de grande envergure aux termes desquels PacifiCan sera tenu d'effectuer des paiements pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert ou pour l'acquisition de biens/services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2024	2025	2026	2027	À partir de 2028	Total
			(en dollars)			
Paiements de transfert						
Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	27 438 639 \$	2 822 321 \$	1 030 139 \$	545 000 \$	0 \$	31 836 099 \$
Programme de développement des collectivités	10 193 280	10 193 280	10 193 280	0	0	30 579 840
Programme de croissance par l'innovation régionale (connu sous le nom de programme Croissance économique régionale par l'innovation)	72 911 774	27 815 907	4 558 821	1 608 317	0	106 894 819
Initiative pour les femmes entrepreneurs	975 000	975 000	975 000	0	0	2 925 000
Total	111 518 693 \$	41 806 508 \$	16 757 240 \$	2 153 317 \$	0 \$	172 235 758 \$



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Opérations entre entités apparentées

Selon le principe de propriété commune, PacifiCan est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les entités apparentées incluent également les membres clés de la direction ou les membres de la famille proche de ces personnes ainsi que les entités contrôlées en tout ou en partie par un membre clé de la direction ou un membre de la famille de cette personne.

PacifiCan conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, PacifiCan a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux et aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette de PacifiCan :

	2023	2022
	(en dollars)	
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	1 508 282 \$	694 923 \$
Hébergement	674 073	430 356
Total	<u>2 182 355 \$</u>	<u>1 125 279 \$</u>

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette de PacifiCan.



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

b) Administration de programmes pour le compte d'autres ministères

Conformément aux lettres d'entente interministérielle signée avec le ministère des Services aux Autochtones Canada (SAC) le 29 avril 2022, PacifiCan administre l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour que les collectivités autochtones participent au développement de l'énergie propre. Au cours de l'exercice, PacifiCan a engagé des dépenses de 1 827 500 \$ (7 152 006 \$ en 2021-2022) pour l'initiative sur l'énergie propre. Ces dépenses sont reflétées dans les états financiers de SAC, anciennement connu sous le nom de ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC), et ne sont pas comptabilisées dans les présents états financiers.

	2023	2022
	(en dollars)	
Initiative sur les partenariats stratégiques	1 827 500 \$	7 152 006 \$
Total	<u>1 827 500 \$</u>	<u>7 152 006 \$</u>

c) Autres opérations avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux

	2023	2022
	(en dollars)	
Comptes débiteurs	598 339 \$	119 459 \$
Comptes créditeurs	283 756	727 072
Dépenses	3 508 183	2 159 541

Les dépenses inscrites à la section c) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section a).



Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

10. Transferts en provenance et à destination d'autres ministères

	2023	2022
	(en dollars)	
Actifs :		
Comptes débiteurs et avances (note 6)		
Transférés de Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	(6 927) \$	0 \$
Transférés de Services Autochtones Canada	(1 284)	0
Transférés de Emploi et développement social Canada	(12)	0
Transférés de Affaires mondiales Canada	0	(936)
Transférés de Service canadien du renseignement de sécurité	122	0
Ajustement de la situation financière nette du ministère	(8 101) \$	(936) \$



Pacific Economic
Development Canada

Développement économique
Canada pour le Pacifique

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

11. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de PacifiCan et sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2 « Sommaire des principales conventions comptables ». Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats sectoriels pour la période :



	Initiatives communautaires	Croissance des entreprises	Innovation	Services aux entreprises	Services internes	2023 Total	2022 Total
Paiements de transfert							
Organismes sans but lucratif	45 533 261 \$	24 475 376 \$	13 132 757 \$	12 154 682 \$	0 \$	95 296 076 \$	68 619 855
Autres niveaux de gouvernement au Canada	41 316 394	0	0	0	0	41 316 394	18 972 239
Industrie	7 806 534	351 371	179 505	23 800	0	8 361 210	4 842 410
Conditions de paiement de transfert remplies	(1 241 953)	(977 137)	0	0	0	(2 219 090)	(44 534)
Total des paiements de transfert	93 414 236	23 849 610	13 312 262	12 178 482	0	142 754 590	92 389 970
Dépenses d'exploitation							
Créances estimées irrécouvrables	(1 578 108)	8 498 405	2 204 569	0	0	9 124 866	22 423 380
Salaires et avantages sociaux des employés	2 798 574	4 530 967	5 598 095	2 911 302	5 517 020	21 355 958	10 375 500
Services professionnels et spéciaux	544 613	177 852	1 160 349	1 985 866	1 487 227	5 355 907	2 336 704
Acquisition de matériel et d'outillage	25 899	25 402	43 707	21 748	295 404	412 160	635 601
Hébergement	87 427	112 570	218 198	86 214	169 664	674 073	430 356
Transport et communication	197 951	251 688	98 482	28 518	154 550	731 189	108 673
Location	178 468	170 651	20 019	91 947	63 270	524 355	98 577
Services publics, fournitures et approvisionnements	2 759	7 891	12 491	2 823	22 822	48 786	17 021
Information	504 010	37 715	64 431	72 751	75 556	754 463	16 428
Autre	1	0	0	0	5 955	5 956	702
Dépenses engagées au nom du gouvernement	1 578 108	(8 849 776)	(2 384 074)	(23 800)	0	(9 679 542)	(24 662 292)
Dépenses de fonctionnement totales	4 339 702	4 963 365	7 036 267	5 177 369	7 791 468	29 308 171	11 780 650
Total des dépenses	97 753 938	28 812 975	20 348 529	17 355 851	7 791 468	172 062 761	104 170 620
Revenus							
Intérêt	58 737	0	2 030	0	0	60 767	1 480
Autre	738	0	15	0	0	753	0
Amortissement de l'escompte	113 525	0	0	0	0	113 525	0
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(173 000)	0	(2 045)	0	0	(175 045)	(1 480)
Total des revenus	0	0	0	0	0	0	0
Coût net des activités continues	97 753 938 \$	28 812 975 \$	20 348 529 \$	17 355 851 \$	7 791 468 \$	172 062 761 \$	104 170 620



Résumé de l'évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne des rapports financiers et du plan d'action de Développement économique Canada pour le Pacifique pour l'exercice 2022-2023 (non audité)

Annexe à la Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne des rapports financiers (non audité)

1. Introduction

Afin de maintenir l'efficacité du système de contrôle interne, Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) évaluera ses mécanismes de contrôle financier pour s'assurer :

- que les ententes financières ou les contrats sont conclus seulement si le financement est adéquat;
- que le paiement des biens et des services est effectué uniquement après réception des biens et services ou que les conditions des contrats ou autres ententes ont été remplies;
- que les paiements seront autorisés comme il se doit.

PacifiCan tirera parti des résultats des exercices d'auto-évaluation prévus en plus des audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général.

2. Résultats de l'évaluation pour l'exercice 2022-2023

Dans l'ensemble, les contrôles existants relatifs au paiement des biens et services et à l'autorisation de paiement ont continué à bien fonctionner et constitueront une base adéquate pour le système prévu de contrôle interne de l'Agence durant les années à venir.

Durant l'année en cours, aucun contrôle important n'a été modifié de manière importante et n'a nécessité aucune réévaluation.

3. Plan d'évaluation

PacifiCan prévoit de surveiller le rendement de son système de contrôle interne, en se concentrant sur les contrôles de base liés aux transactions financières.